



PROCES VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 30 juillet 2018

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents : CORBEL Michel (pouvoir donné à JEZEQUEL Fabien)
GUEGAN Yannick (pouvoir donné à LE GRAND Marina)
MILON Martine (pouvoir donné à MARTIN Marie-Christine)
ROPERS Isabelle (pouvoir donné à DEROUIN Robert)
TROADEC Helen (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette)
CORLAY Gérald (pouvoir donné à QUERRE Yann)
QUINTIN Jérémie (pouvoir donné à MORIN Didier)

Absents non excusés : LAROSE Arnaud
GAUVAIN Michaël

Secrétaire : QUERRE Yann

1/ Association Diwan : demande de subvention exceptionnelle

Gwena l LE BRETON, présidente de l'AEP Diwan Gwengamp, a fait parvenir en mairie une demande de subvention correspondant au forfait scolaire pour les enfants scolarisés à l' cole Diwan de Guingamp.

Dans son courrier, l'association rappelle qu' au cours des dernières années, un groupe de parents goudelinais a porté, avec d'autres parents de la région, le projet d'ouvrir une  cole Diwan   Goudelin. Ce projet ne s'est pas concr t s   et à la rentrée, 6 enfants de la commune seront scolarisés à l' cole Diwan de Guingamp. C'est donc au titre de l' cole de Guingamp que la demande est présentée. Les  coles Diwan sont gratuites, laïques et ouvertes à tous. La pédagogique par immersion qui y est pratiqu  e depuis 40 ans a fait ses preuves. Aujourd'hui le réseau des écoles Diwan connaît une crise révélée par la fin des contrats aidés CAE/CUI.

M. le Maire explique que la loi ne rend obligatoire le forfait scolaire que pour les enfants de plus de six ans domiciliés dans la commune où se situe l' cole. En 2015, le législateur a modifié le Code de l'éducation pour rendre obligatoire son versement dans les classes bilingues publiques mais cette modification n'a pas été étendue au versement du forfait pour les écoles de droit privé.

Après en avoir délibéré, par 14 voix contre et 3 abstentions, le Conseil émet un avis défavorable au versement d'une subvention exceptionnelle à l'association Diwan de Guingamp.

2/ Participation à la procédure de passation d'un marché public d'assurance statutaire lancée par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor

Le Maire expose que le Centre de Gestion prépare le renouvellement du contrat-groupe d'assurance statutaire garantissant les collectivités territoriales et les établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (décès, accident du travail, maladie professionnelle, congé de longue maladie, congé de longue durée, maladie ordinaire, maternité...). Ce contrat, qui a pour objet de regrouper des collectivités territoriales et des établissements publics à l'intérieur d'un marché dit « police d'assurance collective à adhésion facultative », arrive à échéance en décembre 2019.

La Commune de Goudelin étant soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats, Il est proposé de se joindre à cette nouvelle procédure d'appel d'offres que le Centre de Gestion va engager. La décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération après communication des taux et conditions obtenus par le CDG22.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide de se joindre à la procédure d'appel d'offres pour le contrat-groupe d'assurance statutaire que le Centre de Gestion va engager en 2019. L'assemblée prend acte que les prestations, garanties et taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'elle puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor.

3/ Demande d'achat d'un terrain communal

M. Le Maire rappelle qu'il a été autorisé par délibération du 18 juin dernier à vendre à M. LE PERSON environ 4 000 m² de la parcelle cadastrée section ZE 118 pour un montant de 5.70 € T.T.C. et à signer tous les actes relatifs à cette vente.

Les frais de géomètre relatifs à la division de la parcelle et ceux de notaire relatifs à la vente restent intégralement à la charge de l'acheteur. Après avoir été informé de cet accord, M. LE PERSON a précisé à la Commune qu'il ne peut pas accepter de payer 5.70 € T.T.C. dans la mesure où le terrain n'est ni borné, ni viabilisé. Il a proposé à M. Le Maire d'acquérir la parcelle au prix de 4.00 € T.T.C. du m².

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide de faire une contre-proposition au prix de 5 € TTC le m².

4/ Devenir du bâtiment communal de l'ancienne Poste

M. Le Maire rappelle que le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE22), organisme d'utilité publique chargé de promouvoir les politiques qualitatives de l'Architecture, de l'Aménagement et du Développement a été sollicité pour accompagner la commune sur le devenir du bâtiment communal de l'ancienne Poste.

Un rendez-vous a été fixé le 18 juin 2018, aussi les élus de Goudelin ont souhaité attendre les conclusions écrites de cette rencontre pour se positionner sur le dossier.

M. Le Maire donne lecture du rapport que M. BELLORGEY, architecte conseil, a rédigé suite au rendez-vous.

Vu l'investissement financier nécessaire à la commune pour une remise en état et au regard des difficultés pour rendre le local « Poste » accessible, l'architecte préconise une vente en l'état de l'ensemble du bien immobilier.

M. Kerrien précise être défavorable à la mise en vente. M. QUERRE explique que le club house a été proposé à l'association Loisirs Bricolage et que cette option convient aux membres du club. Lors des travaux de création d'un second vestiaire à la salle omnisport, des placards seront également prévus à l'attention des associations.

Le Conseil, après en avoir délibéré, par 11 voix pour, 3 voix contre et 3 abstentions, autorise M. Le maire ou son représentant à mettre en vente le bâtiment communal de l'ancienne poste sis 5 et 7 rue d'Armor.

Les élus charge M. Le Maire de solliciter une estimation auprès de Me Gannat, Notaire à Lanvollon.

5/ Programme voirie 2018

Les réponses à la consultation pour la réalisation du programme voirie 2018 sont présentées. Deux entreprises ont répondu :

T.T.C.	EUROVIA	COLAS
Tranche ferme	92 222.40 €	86 641.56 €
Tranche optionnelle 1	5 261.64 €	8 778.00 €
Tranche optionnelle 2	52 729.20 €	48 223.20 €

Pour la voie communale Kerleau, Il était demandé de répondre sur la base de 120 Kg/m². L'entreprise COLAS a basé son estimatif sur 150 Kg/m². A l'inverse, s'agissant de la voie communale Le Falès, il était demandé 150 Kg/m² mais COLAS n'a répondu que sur 120 Kg/m².

Après rectification et sur la base du tonnage réellement demandé, l'entreprise EUROVIA est donc la moins disante.

Le conseil, à l'unanimité, décide de retenir l'offre de l'entreprise EUROVIA et de réaliser la tranche ferme ainsi que la tranche conditionnelle 1 (Kérobet) pour un montant estimé à 97 484.04 € TTC.

6/ Éclairage public : devis SDE pour la rénovation d'un foyer rue de Kernilien

M. Jézéquel présente le projet de travaux de maintenance de l'éclairage public c'est-à-dire la rénovation du foyer D0241 rue de Kernilien proposé par le Syndicat Départemental d'Électricité des Côtes d'Armor pour un montant estimatif de 760.00 € HT (coût total des travaux dont 5 % de frais de maîtrise d'œuvre).

La commune ayant transféré la compétence éclairage public au Syndicat, celui-ci bénéficiera du Fonds de Compensation de la T.V.A. et percevra de la commune une subvention d'équipement au taux de 60 %, conformément au règlement financier, calculée sur le montant de la facture entreprise affectée du coefficient moyen du marché, augmenté de frais de maîtrise d'œuvre aux taux de 5 %.

Les participations des collectivités sont calculées au coefficient moyen du marché de travaux auquel se rapporte le dossier. L'appel de fonds se fait en une ou plusieurs fois selon la Syndicat aura réglé l'entreprise suivant les mêmes modalités, et au prorata du paiement à celle-ci.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le devis présenté.

7/ Convention de prêt terrain BMX

La convention de prêt du terrain de BMX à l'association ECPL approuvée l'année dernière par le Conseil Municipal vient de parvenir à échéance. Il est proposé de renouveler cette convention pour une utilisation dans les mêmes termes pour l'année 2018-2019.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte de renouveler la convention de prêt du terrain de BMX à l'association ECPL pour l'année 2018-2019.

8/ Déclarations d'intention d'aliéner

Quatre déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en mairie, pour lesquelles il convient de se positionner :

- d'un bien situé à Kerual Bian, d'une superficie totale de 2 194 m², appartenant à M. HERISSON. Le bien est proposé à la vente à Mme GOAS pour un montant de 54 900 €.
- un bien situé au 10 rue du petit lavoir, d'une superficie totale de 846 m², appartenant à M. LEGENDRE. Le bien est proposé à la vente à Mme DUBOIS pour un montant de 140 000 €.
- un bien situé à Kéruzel, d'une superficie totale de 2 120 m², appartenant aux consorts QUINT -MISSOUX. Le bien est proposé à la vente à M. DUPONT et Mme POILPOT pour un montant de 97 000 €.
- un bien situé au 27 place de l'Eglise, d'une superficie totale de 103 m², appartenant à la Caisse Locale d'Assurances Mutuelles Agricoles de Goudelin. Le bien est proposé à la vente à Mme LE CALVEZ pour un montant de 30 000 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de ne pas préempter ces biens.

9/ Modification du tableau des effectifs

Afin d'anticiper la fin des 2 contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) de 20 heures (fin août et mi-septembre 2018), Monsieur le Maire propose la création d'un poste d'adjoint technique à temps non complet (D.H.S de 29 heures) afin de permettre la stagiairisation d'un agent d'entretien au service technique en septembre 2018.

Filière	Grade	DHS	Action
Administrative	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	35	
	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	35	
	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	35	
	Adjoint administratif	17.50	
Technique	Agent de maîtrise principal	35	
	Adjoint technique	35	
	Adjoint technique	35	
	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	35	
	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	24	
	Adjoint technique	26	
	Adjoint technique	35	
	Adjoint technique	29	Création de poste
	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	28	
Animation	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	35	
	Adjoint d'animation	23,00	
	Adjoint d'animation	16,50	
	Adjoint d'animation	10	
Sociale	Agent spécialisé principal 1 ^{ère} classe	28	

Le conseil municipal, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs en ce sens.

10/ Informations communautaires

Mme LE GARFF TRUHAUD informe que le Relais parents assistants maternels a sollicité une mise à disposition de salle pour des activités musicales. Le club House leur sera réservé le jeudi matin tous les 15 jours.

Le Conseil Municipal autorise la signature de la convention à titre gracieux.

11/ Informations diverses

Le Docteur Monique LABAT envisage de faire valoir ses droits à la retraite au 31 décembre 2018. Elle sollicite donc la résiliation anticipée de son bail locatif.

Mme Karine Philippot souhaite louer un local dans le cadre de son activité d'infirmière. Le conseil municipal émet un accord de principe. Il est convenu de la rencontrer pour échanger avec elle afin d'évaluer la surface dont elle souhaiterait disposer. Le prix de location pourrait ainsi être déterminé en fonction de la surface réellement utilisée.

Le Conseil Municipal prend note de ces informations.

Point sur les travaux en cours :

- Stade d'honneur : les buts et filets seront installés prochainement. Un constat de bonne levée se fera fin août.
- Rue de Kerallec : le paillage a été mis en place. Les plantations ainsi que le grenailage se feront à l'autonome.
- l'entreprise SETIB interviendra début septembre pour changer les ampoules des éclairages de la salle omnisports.

Mardis au clair de lune : repas et animations le mardi 31 juillet 2018 sur la commune.

Il sera proposé d'investir lors de la prochaine session budgétaire dans un limiteur de son afin de brider le niveau sonore autorisé dans la salle des fêtes et ainsi éviter les nuisances pour le voisinage.

Le Conseil Municipal prend note de ces informations.

Monsieur le Maire indique que le prochain conseil aura lieu le 24 septembre 2018 à 19h et clôt la séance.